

Direction de la mémoire,
de la culture et des archives

Service Historique de la Défense
Secrétariat général
Bureau finances-achats

Nettoyage environnemental des espaces de conservation du Service historique de la Défense

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES A L'ACCORD-CADRE N°ARM_SGA_DMCA_SHD_SG_BFA_03_2024

Accord-cadre à bon de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles
L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique

Code CPV : n°92510000-9 – Services de bibliothèque et d'archives

Code GM : 45.05.07 : Autres prestations et services

Table des matières

1	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
1.1	Documents contractuels régissant l'accord-cadre.....	4
1.2	Désignation des parties.....	4
2	OBJET – MONTANT – PRIX – PRESTATIONS	5
2.1	Objet de l'accord-cadre	5
2.2	Allotissement	5
2.3	Montant de l'accord-cadre.....	5
2.4	Marchés similaires	5
2.5	Modification de l'accord-cadre	6
2.5.1	Prestations supplémentaires et modificatives.....	6
2.5.2	Suspension des prestations liée à des événements extérieurs.....	6
3	MARCHE SENSIBLE	6
4	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	7
4.1	Etablissement des bons de commande.....	7
4.2	Délai d'exécution des bons de commande	8
5	CARACTERE DES PRIX	8
5.1	Prix plafonds de l'accord-cadre.....	8
5.2	Contenu des prix de l'accord-cadre.....	8
5.3	Date d'établissement des prix.....	8
5.4	Type et forme de prix.....	8
5.5	Unité monétaire – TVA.....	10
6	CONDITIONS DE PAIEMENT	10
6.1	Généralités.....	10
6.2	Avances	10
	Calcul et montant de l'avance	10
6.3	Solde	11
6.4	Délai de paiement.....	11
7	DUREE – DELAI – PENALITE	12
7.1	Durée de validité de l'accord-cadre.....	12
7.2	Délais d'exécution.....	12
7.3	Nature de l'obligation du titulaire	12
7.4	Pénalités	12
7.4.1	Pénalités applicables en cas de retard d'exécution ou d'exécution partielle.....	13

7.4.2	Pénalités applicables en cas de non-mise à disposition du personnel requis	13
8	CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	13
8.1	Représentation des parties	13
8.1.1	Représentation de l'acheteur	13
8.1.2	Représentation du titulaire.....	13
8.2	Modalités de communication entre les parties.....	14
8.3	Conditions d'exécution.....	14
8.3.1	Mise en place de l'équipe technique	14
8.3.2	Remplacement des intervenants.....	14
8.4	Responsabilité du titulaire.....	14
8.5	Clauses techniques particulières.....	14
8.6	Normes	14
8.7	Clause environnementale.....	15
8.8	Clause sociale.....	15
8.9	Lieux d'exécution des prestations	15
9	SOUS-TRAITANTS.....	15
10	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	16
10.1	Personnes habilitées	16
10.2	Résiliation.....	17
10.3	Nantissement.....	17
10.4	Tribunaux compétents.....	17
10.5	Règlement amiable des litiges	17
10.6	Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures ...	17
10.6.1	Règlement des sommes dues	17
10.6.2	Production des factures	17
10.6.3	Contenu de la facture	18
10.7	Adresse de correspondance du titulaire	18
10.8	Pilotage du suivi d'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande	18
11	Liste des dérogations au CCAG/FCS	18
	ANNEXE 1 : Liste des adresses des sites SHD	19

1 **DOCUMENTS CONTRACTUELS**

1.1 **Documents contractuels régissant l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, la liste des documents contractuels régissant l'accord-cadre figure ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1.1.1. L'acte d'engagement et le CCAP

- L'acte d'engagement et son annexe de prix, à savoir :
 - Annexe 1 : Bordereau des prix mixtes (BPM) ;
- L'éventuelle mise au point de l'accord-cadre ainsi que les avenants au marché public ;

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'ensemble des clauses contenues dans le présent marché public.

- Le présent cahier des clauses administratives particulières et son annexe.

1.1.2. Cahier des clauses techniques particulières

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de référence qui contient les exigences techniques de la personne publique et son annexe.

1.1.3. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)

Le cahier des clauses administratives générales pour les fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Les éventuelles dérogations au CCAG FCS sont listées à l'article 12 *infra*. A défaut les dispositions du CCAG FCS s'appliqueront.

1.1.4. Cadre de réponse technique

Le cadre de réponse technique (CRT) par lot, qui détaille les dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, en adéquation avec les exigences du CCTP ainsi que les réponses du titulaire aux éventuelles demandes de l'administration relative à son offre.

Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus (sauf le CCAG) et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

1.2 **Désignation des parties**

L'accord-cadre est conclu entre :

- Le chef du Service historique de la Défense (SHD), désigné par l'expression « le pouvoir adjudicateur » ;
- La société titulaire de l'accord-cadre, désignée par l'expression « le titulaire ».

2 **OBIET – MONTANT – PRIX – PRESTATIONS**

2.1 **Objet de l'accord-cadre**

L'accord-cadre a pour objet : **Nettoyage environnemental des espaces de conservation du Service historique de la Défense.**

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

Au vu de la nomenclature, les codes CPV et GM sont les suivants :

- ❖ le code CPV principal de ce marché est : n°92510000-9 – Services de bibliothèque et d'archives
- ❖ le code CPV secondaire de ce marché est : n° 92500000-6 – Services de bibliothèques, archives, musées et autres services culturels
- ❖ le GM principal est : 45.05.07 Autres prestations et services

2.2 **Allotissement**

L'accord-cadre est constitué de cinq lots, détaillés ci-après :

- ❖ Lot N° 1 : Ouest (Caen, Lorient).
- ❖ Lot N° 2 : Centre (Châtelleraut, Le Blanc, Rochefort).
- ❖ Lot N° 3 : Ile de France (Saint-Denis, Vincennes).
- ❖ Lot N° 4 : Pau.
- ❖ Lot N° 5 : Toulon.

2.3 **Montant de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum. Le montant de l'accord-cadre comprend un maximum fixé pour chacun des lots comme suit :

- ❖ **Lot n°1** : montant maximum estimé 200 000 € HT sur la durée maximale de l'accord-cadre (4 ans) ;
- ❖ **Lot n°2** : montant maximum estimé 600 000€ HT sur la durée maximale de l'accord-cadre (4 ans) ;
- ❖ **Lot n°3** : montant maximum estimé 600 000 € HT sur la durée maximale de l'accord-cadre (4 ans) ;
- ❖ **Lot n°4** : montant maximum estimé 240 000 € HT sur la durée maximale de l'accord-cadre (4 ans) ;
- ❖ **Lot n°5** : montant maximum estimé 200 000€ HT sur la durée maximale de l'accord-cadre (4 ans).

L'estimation financière de l'accord-cadre est calculée en fonction du montant estimatif en euros (€) hors-taxes (HT) des prestations à effectuer au titre du présent marché.

2.4 **Marchés similaires**

En application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut recourir à la procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle les prestations similaires peuvent être conclues ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la date de notification de l'accord-cadre initial.

2.5 Modification de l'accord-cadre

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après et/ou qui pourraient être inclus dans d'autres dispositions de l'accord-cadre sont mis en œuvre par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

Ces modifications sont notifiées au titulaire de l'accord-cadre par voie électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

Les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle de l'accord-cadre initial.

2.5.1 Prestations supplémentaires et modificatives

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose par ordre de service, selon les modalités prévues à l'article 23 du CCAG/FCS :

- Modification du volume des prestations ;
- Ajout de nouvelles missions ou modifications de caractère technique des prestations dans le respect des normes (sociales, environnementales...);
- Ajout aux bordereaux des prix unitaires de mise à disposition de nouveaux matériels ou de nouvelles prestations ne bouleversant pas l'économie du marché.

2.5.2 Suspension des prestations liée à des événements extérieurs

Les prestations, objet du marché, peuvent être suspendues en raison d'événements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS. Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R. 2194-5 du Code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par l'acheteur.

3 MARCHE SENSIBLE

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du marché sensible s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître de ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché. Les interventions se feront en la présence constante d'un agent du SHD chargé de veiller à la protection des informations ou supports classifiés.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n°1300/SGDSN/PSE/PSD sur la protection du secret de la défense nationale du 13 novembre 2020 portant approbation de ladite instruction ;
- l'instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/DR du 15 mars 2021 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles ;
- l'article 5 du CCAG/FCS, applicable au présent marché.

Par ailleurs, le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- qu'il a pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal.

CCAP n°ARM_SGA_DMCA_SHD_SG_BFA_03_2024 ayant pour objet : « *Nettoyage environnemental des espaces de conservation du Service historique de la Défense* ».

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de la présente clause de protection du secret.

Les personnes devant participer aux prestations du présent marché, ayant besoin pour l'exécution de ces prestations d'accéder à des locaux contenant des informations ou supports classifiés, mais n'ayant pas besoin de connaître de ces informations, devront préalablement avoir fait l'objet d'un contrôle élémentaire conformément à l'instruction interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Pour cela, le titulaire s'engage :

- à ne présenter à ce contrôle que des personnes appartenant en propre à son entreprise, à l'exclusion de tout employé occasionnel ou intérimaire, et à remplacer immédiatement toute personne qui n'aura pas été autorisée ;
- à faire signer par ces personnes, appelées sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle par laquelle lesdites personnes attestent avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et qu'elles n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale, ni intervenir sans la présence d'un personnel du SHD habilité.
- à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations contenant des informations ou supports classifiés ;
- à remettre à l'autorité responsable du site la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution ;
- à informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

4 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES

4.1 Etablissement des bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires, indiqués à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement (bordereau de prix unitaires).

Chaque bon de commande précise notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- La référence du bon de commande (numéro et date) ;
- La référence du devis accepté par le pouvoir adjudicateur ;
- Le site concerné
- La désignation de chaque prestation à réaliser ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) ;
- La date de prestation souhaitée ;
- Les quantités commandées ;
- Les montants totaux hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de la commande ;
- Le taux de la TVA ;
- Le montant de la TVA ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception (courrier avec avis de réception, courriel, PLACE...).

La date de réception du bon de commande tient lieu de date de notification de celui-ci.

4.2 Délai d'exécution des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant doit se rapprocher du titulaire afin de déterminer conjointement une date de réalisation des prestations, cette date est mentionnée sur le bon de commande concerné. Si le bon de commande ne comporte pas de date d'exécution de la prestation demandée, le délai d'exécution du bon de commande est de 72h maximum à compter de la notification de celui-ci.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande, notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre, doit être exécuté jusqu'à son terme. L'exécution du bon de commande peut néanmoins se poursuivre au-delà de cette durée, notamment pour assurer la continuité de la prestation. Toutefois, la durée d'exécution du bon de commande ne saurait excéder trois mois après le terme de l'accord-cadre.

5 CARACTERE DES PRIX

5.1 Prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre définis dans l'annexe de prix citée à l'article 1.1.1 constituent des prix plafonds.

Les prix des bons de commande seront proposés par le titulaire au titre de chaque survenance du besoin. Ils devront cependant être construits sur la base des prix plafonds de l'accord-cadre et ne pourront en aucun cas être supérieurs aux prix plafonds contractualisés au titre de l'accord-cadre.

5.2 Contenu des prix de l'accord-cadre

Les prix définis dans les annexes de prix citées à l'article 1.1.1 *supra* comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP de l'accord-cadre mentionné à l'article 1.1.2 *supra* et notamment :

- Le personnel et les équipements nécessaires à l'exécution des prestations ;
- La garantie ;
- Les frais liés aux opérations de vérifications ;
- Les frais généraux, charges sociales ;
- Les taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- Le service après-vente ;
- Les frais de transports ou équivalent.

Le titulaire ne saurait se prévaloir ultérieurement d'une quelconque omission, erreur d'appréciation ou sujétion technique, sauf sujétion imprévisible à la date de signature du contrat entraînant son bouleversement économique, pour obtenir un supplément de prix.

5.3 Date d'établissement des prix

La date dite « *date d'établissement des prix* » pour les prix plafonds de l'accord-cadre est le mois de remise de l'offre au titre de l'accord-cadre soit février 2025.

5.4 Type et forme de prix

Les prix de l'accord-cadre sont définis sur la base de prix unitaires mentionnés dans les annexes de prix citées à l'article 1.1.1 *supra* de la façon suivante :

- Un bordereau des prix unitaires (BPU). Les bons de commande seront passés sur la base des prix unitaires. Ces prix figurant dans le bordereau de prix sont fermes et actualisables. L'actualisation des

prix intervient avant le début d'exécution du marché. Elle est effectuée sur la base du BPU fourni par le titulaire.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pour la première année. A partir de la deuxième année et chaque date anniversaire, les prix plafonds de l'accord-cadre sont révisés à la baisse comme à la hausse. Chaque nouveau prix ne pourra dépasser une augmentation de 3 % par rapport à sa valeur précédente.

Au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de communiquer, via PLACE, au représentant du pouvoir adjudicateur :

- le bordereau des prix unitaires révisés selon les nouveaux tarifs,
- le pourcentage de variation des prix par rapport au tarif ou barème précédent.

En cas d'indisponibilité de PLACE, le titulaire transmet ces documents par courrier électronique avec avis de lecture à l'adresse suivante : shd-vincennes-balr.resp-plan-achat.fct@intradef.gouv.fr

A défaut de transmission, le titulaire ne sera pas autorisé à appliquer de nouveaux prix. Ceux-ci restent inchangés pour la nouvelle période.

Après l'acceptation expresse de l'administration, les prix applicables des prestations commandées sont les prix révisés.

La formule suivante sera utilisée pour chaque annexe de prix :

$$P' = P * [0,10 + (0,9 * I_n / I_0)]$$

Où :

- P' = prix révisé HT ;
- P = prix initial HT aux conditions économiques du mois de dépôt des offres ;
- I = indice INSEE Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – Total HS – Ensemble des services – Identifiant 010766634
- I₀ = indice I à la valeur au mois zéro donc au mois précédant celui fixé pour la remise des offres ;
- I_n = indice I connu lors du mois de révision.

La méthode du décalage de lecture à moins 3 mois est appliquée à I_n. Cela consiste à prendre en compte pour un mois donné, la valeur de l'indice 3 mois auparavant, car l'indice est connu bien postérieurement aux mois qu'il concerne.

Lors de la mise en œuvre de la formule d'actualisation des prix, les calculs intermédiaires seront effectués au dix millième près.

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondie par excès).

L'indice INSEE est consultable sur le site www.insee.fr. L'indice choisi sera celui qui concerne le domaine englobant le volume de prestation du titulaire le plus important.

Modification d'un indice : En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'administration.

Le titulaire disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord.

Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice.

En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application du nouveau tarif ou barème si l'augmentation de ce tarif ou barème est supérieure à 3% l'an.

En cas de dépassement, si aucun accord n'était trouvé entre les parties, le cas échéant par avenant, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre en application de l'article 40.1 du CCAG/FCS, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, la résiliation de l'accord-cadre par l'acheteur pour ce motif n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

5.5 Unité monétaire – TVA

Les prix sont établis en euros.

Les prestations exécutées au titre du présent accord-cadre sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du Code Général des Impôts.

6 CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1 Généralités

Les paiements dus au titulaire au titre des bons de commande passés sur le fondement de l'accord-cadre s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

6.2 Avances

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est versée au plus tard avant la date de début d'exécution des prestations. Les deux conditions cumulatives au versement d'une avance de droit sont les suivantes :

- montant initial supérieur à 50 000 € HT ;
- délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

L'avance est fixée conformément à l'article 11 du CCAG Fournitures courantes et de service, selon les modalités de l'option B.

Calcul et montant de l'avance

Dans le cas d'un titulaire unique :

En application des dispositions de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, il est versé au titulaire, dans le délai maximum fixé à l'article 4.4 infra, une avance égale à 30% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande (hors sous-traitance à paiement direct).

Dans le cas d'une cotraitance :

En application des dispositions de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, il est versé à chacun des cotraitants, dans le délai maximum fixé à l'article 4.4 infra, une avance égale à 30% du montant initial TVA comprise de leur part respective du bon de commande (hors sous-traitance à paiement direct).

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

Si la période sur laquelle est calculée l'avance est inférieure ou égale à 12 mois :

Montant de l'avance = taux applicable x montant TTC de la période considérée

Si la période sur laquelle est calculée l'avance est supérieure à 12 mois :

Montant de l'avance = (taux applicable x montant TTC de la période considérée x12) / (durée de la période considérée exprimée en mois)

Remboursement des avances

L'avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues à titre de solde. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du bon de commande.

Refus de l'avance

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-5 du code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

6.3 Solde

- **Définition des lots de livraison et de liquidation financière**

Chaque bon de commande constitue un lot de livraison et un lot de liquidation financière.

- **Le solde de chaque lot de liquidation financière** sera payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

- **Les demandes de paiement de solde** sont transmises par le titulaire en un exemplaire à la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées en article 10.5 infra.

6.4 Délai de paiement

En application des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues en exécution de chaque bon de commande est fixé à 30 jours maximum. Il peut faire l'objet d'une seule suspension par l'ordonnateur, notifiée au titulaire conformément aux dispositions R. 2192-27 et R. 2192-28 du Code de la commande publique.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et aux taux fixés par les articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Pour l'avance, le point de départ du délai de paiement est la date de notification du bon de commande.

Pour le solde, le point de départ du délai de paiement est à compter de la plus tardive des deux dates entre la date de réception des prestations et la date de réception par la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 10.5 infra.

Pour les révisions de prix, les dispositions suivantes s'appliquent :

Le point de départ du délai de paiement est à la date de réception par la personne publique, selon les dispositions, relatives à la transmission de facture, mentionnées en article 10.5 infra, de la facture de révision de prix, si cette facture est reçue après la facture du principal. Dans le cas contraire, le point de

départ du délai de paiement est la date de réception de la facture du principal, dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Si l'entité liquidatrice procède à un règlement provisoire sur la base des derniers indices connus, elle dispose de trois mois à compter de la date de publication des indices pour effectuer le paiement sur la base finale des indices. Si le paiement n'est pas réalisé dans ce délai, des intérêts moratoires commencent à courir à l'expiration du délai de 3 mois.

7 DUREE – DELAI – PENALITE

7.1 Durée de validité de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 4 ans à compter de sa date de notification.

La décision de non reconduction est notifiée au titulaire par décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, et par lettre recommandée avec avis de réception OU par voie dématérialisée via PLACE au moins trois mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues à l'accord-cadre pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci.

Il n'est possible de notifier des bons de commande que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande notifié pendant la durée de validité de l'accord-cadre sera exécuté jusqu'à son terme.

Cependant, la fin d'exécution d'un bon de commande ne saurait excéder de trois (3) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

7.2 Délais d'exécution

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre prend effet à la date de réception de la notification. Le début d'exécution des prestations est précisé dans le bon de commande conformément aux attendus de l'article 3.2 du présent CCAP.

7.3 Nature de l'obligation du titulaire

Pour l'exécution des prestations, le titulaire est débiteur d'une obligation de résultat.

A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la bonne exécution dans les délais impartis. Il s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer ses prestations dans les délais, à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de rémunération.

7.4 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable, seront réglées par précompte au moyen de retenues sur les paiements à effectuer au titulaire sur la facture instance.

Les pénalités sont dues quel qu'en soit leur montant.

Ces pénalités s'appliquent à chaque bon de commande, si les délais définis sont dépassés, des pénalités sont calculées, conformément aux dispositions du présent article.

7.4.1 Pénalités applicables en cas de retard d'exécution ou d'exécution partielle

En cas de retard dans l'exécution de la prestation ou une exécution partielle de la prestation, les pénalités applicables seront calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

Dans laquelle :

P= montant de la pénalité en € HT ;

R= nombre de jours calendaires de retard ;

V = valeur HT de l'ensemble des prestations non effectuées.

7.4.2 Pénalités applicables en cas de non-mise à disposition du personnel requis

Le titulaire s'engage à assurer la mise à disposition du personnel requis, en nombre et en qualification, tel que défini dans le cahier des charges et conformément aux engagements pris dans son offre.

Toute absence ou indisponibilité du personnel requis, non remplacée dans un délai maximum de 48 heures donnera lieu à l'application d'une pénalité dissuasive de 100 euros par jour ouvré et par personne manquante.

Cette pénalité vise à garantir la continuité et la qualité des prestations, en incitant le titulaire à prendre les mesures nécessaires pour respecter ses obligations contractuelles.

Avant l'application de cette pénalité, le pouvoir adjudicateur notifiera par écrit au titulaire le manquement constaté. Le titulaire disposera alors d'un délai de 5 jours ouvrés pour présenter ses observations et, le cas échéant, justifier ou régulariser la situation.

En cas de manquement grave ou répété, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prendre des mesures complémentaires, incluant la résiliation du marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions contractuelles.

8 CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Il transmet également la liste des personnes soumises au contrôle élémentaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2 Modalités de communication entre les parties

Les échanges entre l'administration et le titulaire se feront via PLACE. La notification du marché, ainsi que toutes les autres informations seront échangées via cette plateforme. Toutefois, certains échanges pourront prendre la forme suivante :

- courrier électronique ;

lettre recommandée avec avis de réception.

8.3 Conditions d'exécution

8.3.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son cadre de réponse remis dans l'offre.

Aucune personne non autorisée ne peut intervenir dans l'exécution des prestations. **Tout nouvel intervenant devra préalablement être présenté au représentant du pouvoir adjudicateur pour approbation.**

8.3.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

8.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation permettant d'assurer le pilotage de l'accord-cadre dans le cadre de l'exécution des bons de commande et de conseiller les entités parties prenantes de l'accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité de livrer une prestation conforme aux exigences techniques figurant dans le CCTP de l'accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens lui permettant de garantir la qualité des prestations livrées ainsi que leur conformité aux exigences du présent accord-cadre et d'en apporter la preuve.

8.5 Clauses techniques particulières

Les prestations doivent satisfaire aux exigences techniques du cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP) mentionné à l'article 1.1.4 *supra*.

8.6 Normes

Les prestations doivent satisfaire aux exigences des normes (parties, chapitres ou paragraphes de normes) référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature de l'accord-cadre et du bon de commande par le titulaire, ou à tout autre référence accessible au pouvoir adjudicateur ou son

représentant dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter de l'autorité signataire de l'accord-cadre.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'autorité signataire de l'accord-cadre et du bon de commande considéré (ou les personnes habilitées) pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution de l'accord-cadre, à la place de celles citées dans l'accord-cadre,
- des normes d'indice autre que celui cité dans l'accord-cadre et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des prestations prévues au contrat.

8.7 Clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière environnementale.

8.8 Clause sociale

Conformément à l'article 16.1 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière sociale.

8.9 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées à l'adresse indiquée dans le bon de commande. Ces lieux sont mentionnés en annexe du présent CCAP.

9 SOUS-TRAITANTS

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Il est en outre également interdit de confier toute ou partie de la prestation à des personnes non autorisées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

En effet, les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes pour les tâches à effectuer à celles des personnes désignées dans le cadre de réponse présente par le titulaire.

Pour ce faire, le titulaire devra alors fournir :

- Pour évaluer les capacités professionnelles du sous-traitant : la présentation d'une liste de services (références), effectuées en propre par le sous-traitant, au cours des trois dernières années ainsi que les titres d'études et professionnel demande au titulaire ;
- Pour évaluer les capacités financières du sous-traitant : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global HT réalisé au cours du dernier exercice disponible.
- De plus, pour chaque sous-traitant présente en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit joindre au projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
- Pour une sous-traitance d'un montant supérieur à 5 000 € HT, une attestation sur l'honneur justifiant que l'opérateur économique est à jour de ses cotisations sociales et fiscales au 31/12 de l'année précédant la demande ;
- Un relevé d'identité bancaire.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception de l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Si le titulaire transgresse les obligations exposées précédemment, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du C.C.A.G./FCS., soit la résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques (Cf. article 45 du CCAG/FCS).

Les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché public. Ils ne peuvent en aucun cas être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché public.

Le titulaire reste responsable des interventions de ses sous-traitants. Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention de son ou ses sous-traitants agréés.

En cas de sous-traitance, les demandes d'intervention seront notifiées uniquement au titulaire de l'accord-cadre qui se chargera, le cas échéant, de les communiquer à son sous-traitant aux fins d'exécution des prestations. Les délais d'intervention courent à compter de la notification des demandes d'intervention au titulaire de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser une réunion à laquelle seront tenus d'assister le titulaire et son(s) sous-traitant(s) aux fins de présentation de l'institution, de ses sites et des conditions d'exécution des prestations.

Pour les sous-traitants à paiement direct, le signataire de l'accord-cadre détient les déclarations résultant de l'application de l'article L. 2193-5 du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants non admis au paiement direct, le présent accord-cadre a valeur d'acceptation des sous-traitants dont la liste figure en annexes à l'acte d'engagement et d'agrément de leurs conditions de paiement.

Les sous-traitants devront se soumettre aux mêmes obligations que le titulaire en matière de protection du secret citées à l'article 3 du présent CCAP.

10 CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

10.1 Personnes habilitées

La personne habilitée à signer l'accord-cadre est le chef du SHD ou son représentant.

L'autorité signataire du bon de commande passé sur le fondement de l'accord-cadre est habilitée à émettre toute décision au titre de l'accord-cadre ou du bon de commande concerné en matière :

- de demandes de sursis de livraison émises en application de l'article 22.5 du CCAG/FCS,
- de demandes de prolongation de délai émises en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS,
- de demandes d'exonération de pénalités.

10.2 Résiliation

La résiliation de l'accord-cadre n'implique pas la résiliation automatique des bons de commande passés sur son fondement ; le titulaire doit en assurer leur bonne exécution.

L'accord-cadre et chacun des bons de commande pourront faire l'objet d'une (ou plusieurs) résiliation(s) partielle(s), en application des articles 41 et 42 du CCAG/FCS.

10.3 Nantissement

Il est délivré :

- (*dans le cas d'un titulaire unique*) au titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

- (*dans le cas d'une cotraitance*) à chaque cotraitant, à leur demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

- (*dans le cas de sous-traitance à paiement direct*) au sous-traitant à paiement direct un extrait de l'original du marché revêtu de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

10.4 Tribunaux compétents

Le présent accord-cadre et les bons de commande passés sur son fondement sont soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges. Conformément à l'article R.312-1 du Code de justice administrative, le tribunal territorialement compétent est celui de Melun.

10.5 Règlement amiable des litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend au sens de l'article 46.1 du CCAG/FCS applicable au présent marché public.

10.6 Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures

10.6.1 Règlement des sommes dues

Le règlement des sommes dues en vertu du présent accord-cadre est effectué dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS.

Les règlements seront effectués par virement au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

L'adresse comptable assignataire sera mentionnée dans le bon de commande concerné.

10.6.2 Production des factures

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

La transmission et la réception des factures est effectuée sur le portail public de facturation Chorus-pro, accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

10.6.3 Contenu de la facture

Pour l'ensemble des opérations de l'accord-cadre, chaque facture devra impérativement comprendre les mentions prévues par le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, ainsi que les indications suivantes (liste non exhaustive) :

- Le numéro comportant dix chiffres, correspondant à l'engagement juridique du devis
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application « Chorus »

10.7 Adresse de correspondance du titulaire

Toutes correspondances et notifications relatives à l'exécution du présent accord-cadre et des bons de commande seront adressées au titulaire à l'adresse mentionnée au cadre B1 de l'acte d'engagement.

10.8 Pilotage du suivi d'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande

Le pilotage du suivi de l'exécution de l'accord-cadre est assuré par :

- le bureau conservation-restauration du SHD pour le volet technique ;
- le bureau finances-achats du SHD pour les aspects administratifs.

11 Liste des dérogations au CCAG/FCS

- L'article 1.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS
- L'article 6.4 déroge à l'article 14.1 CCAG/FCS

ANNEXE 1 : Liste des adresses des sites SHD

Pouvoir adjudicateur	Adresses des sites SHD
Service Historique de la Défense	Château de Vincennes, Avenue de Paris, 94306 Vincennes
	Caserne Bernadotte, Place de Verdun, 64023 Pau
	211 grand rue de Châteauneuf, 86106 Châtelleraut
	Rue neuve du Bourg l'Abbé, 14037 Caen
	57 rue de l'Abbaye, 50115 Cherbourg Octeville
	4 rue du commandant Malbert, 29240 Brest
	Enclos de la marine, 2 rue de la Cale-Orry, 56998 Lorient
	4 rue du port, 17300 Rochefort
	BCRM de Toulon, Passage de la corderie, 83800 Toulon